

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 11/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EUROCAST**

8 rue des Parcs  
BP 9  
90100 Delle

Références : UID257090/SPR/MG/ST 2024 – 0916C  
Code AIOT : 0005901398

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement EUROCAST implanté 8 rue des Parcs BP 9 90100 Delle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROCAST
- 8 rue des Parcs BP 9 90100 Delle
- Code AIOT : 0005901398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société EUROCAST à DELLE fait partie du pôle EUROCAST de la branche « fonderie » du groupe GMD, un groupe français multi-sectoriel (plasturgie, fonderie, tôlerie et emboutissage) de sous-traitance automobile. Ses principaux clients sont PSA et Renault.

Cette société est spécialisée sur son site de DELLE dans la fabrication de grosses pièces en aluminium (carters d'huile, carters de boîte de vitesse, carters de pont, etc.) par fonderie sous

pression, usinage et assemblage.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Air COV
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réduction des consommations en eaux	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 4.1.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Bruit	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 6.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	Bruit	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 6.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 9.2.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Surveillance des émissions et de leurs effets	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 9.4.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3.2.5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3.2.6	Demande d'action corrective	2 mois
4	Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
13	AN COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	AN COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bruit	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 6.2.3	Sans objet
11	AN COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
12	AN COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site d'EUROCAST à DELLE dispose d'un suivi général des nuisances sonores, rejets atmosphériques dont il est à l'origine ainsi qu'une surveillance des eaux souterraines. Toutefois, les mesures réalisées se sont montrées insuffisantes ou insatisfaisantes et nécessitent des corrections. Une attention particulière à la correction des non-conformités évaluées lors de ces contrôles doit être portée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réduction des consommations en eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/04/2022, article 4.1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles en terme de recyclage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le 31 décembre 2022, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude technico-économique sur les possibilités de recycler dans ses activités les eaux résiduelles issues de ses installations.
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral complémentaire du 05/04/2022 prévoit à l'article 4.1.5.1, la remise avant le 31 décembre 2022, d'une étude technico-économique sur les possibilités de recycler les eaux résiduelles issues des installations d'EUROCAST. Cette proposition doit permettre de répondre aux compléments portant sur l'étude sanitaire présentés en annexe 2 du rapport d'inspection référencé 2021-0831A : notamment à l'observation concernant la nécessité de vérifier que les modifications opérées sur l'étape de coagulation/floculation, ne sont pas à l'origine d'émission en excès de réactifs utilisés pour cette étape du traitement de ses eaux industrielles.  Lors de la dernière inspection du 22/11/2022, l'exploitant avait indiqué qu'une étude était en cours pour le remplacement du système de traitement des effluents. Le traitement pressenti serait basé sur l'évapo-concentration permettant ainsi un recyclage des eaux industrielles.  En amont de l'inspection du 09/07/2024, l'exploitant a transmis un document daté du 17/05/2022 (Ref. A1_offre 305528-101_639889_Rev1) émis par H2O GmbH, une entreprise d'installation d'évapo-concentrateur, présentant une offre budgétaire pour l'installation d'un évaporateur sous vide pour le traitement et recyclage de l'eau de poteyage. Ce document étant une offre commerciale, il ne peut être considéré comme une étude technico-économique concernant les possibilités de recycler dans ses activités les eaux résiduelles issues des installations d'Eurocast.  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'installation d'un équipement permettant de recycler les eaux industrielles avait été reportée sans calendrier précis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 2 mois un bon de commande pour la réalisation d'une étude technico-économique sur les possibilités de recycler dans ses activités les eaux résiduelles issues de ses installations. L'exploitant devra ensuite la transmettre à l'inspection dès la remise du rapport de cette étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/04/2022, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores

**Prescription contrôlée :**

Indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander, une mesure de la situation acoustique sera effectuée avant le 31 décembre 2022, puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle sera effectué sur au moins 6 points de mesure répartis autour du site et dans les conditions prévues par l'instruction technique du 20 août 1985.

**Constats :**

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection un rapport de mesures acoustiques réalisés le 14/02/2023 par SPS Acoustique.

Par ailleurs, EUROCAST a déposé un projet de porter à connaissance en date du 13/03/2023 informant l'Inspection de sa volonté d'installer 3 nouveaux centres d'usinage dans une extension du bâtiment principal d'ici 2025. Lors de l'inspection, l'exploitant a toutefois indiqué que 2 de ces nouveaux centres d'usinages ont effectivement déjà été installés mais qu'aucune extension n'a été réalisée. À terme, les 3 centres seront bien installés au sein de l'atelier d'usinage déjà existant. Considérant ces modifications et les conclusions du rapport de mesures acoustiques réalisés le 14/02/2023 concernant une non-conformité au point 4 (limite de propriété Nord-Ouest) de nuit, il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle mesure acoustique dès que les 3 nouveaux centres d'usinages seront installés sans attendre le délai de 3 ans depuis le dernier rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Bruit**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/04/2022, article 6.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux limites de bruit

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 précité, les niveaux limites admissibles en limite de propriété sont fixés comme suit :

	Ensemble de l'usine sauf secteur Nord-ouest (proximité bâtiment mécanique)	Secteur Nord-ouest (proximité bâtiment mécanique)
Période de jour, pour les jours ouvrables : 7 heures à 20 heures	65 dB(A)	60 dB(A)
Périodes intermédiaires Pour les jours ouvrables : 6 h à 7 h et 20 h à 22 h. Pour les dimanches et les jours fériés : 6 h à 22 h	60 dB(A)	55 dB(A)
Période de nuit, pour tous les jours : 22 h à 6 h	55 dB(A)	50 dB(A)

**Constats :**

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection un rapport de mesures acoustiques réalisés le 14/02/2023 par SPS Acoustique.  
Les conclusions de ces mesures indiquent que les niveaux limites d'émissions sonores prescrit à

<p>Eurocast sont respectées sauf au point 4, en limite de propriété côté Nord-Ouest du site où un dépassement du seuil limite admissible est observé en période nocturne (60,5 dB au lieu de 55 dB). De plus, le rapport indique que « les bruits émis par les installations présentent une bande de fréquence dominante à 1600 HZ, mettant en avant la présence de tonalité marquée au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997 ».</p> <p>Il est à noter qu'Eurocast a un fonctionnement en 3 x 8 et qu'il n'y a pas de modifications concernant son fonctionnement entre les périodes diurnes et nocturnes.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que selon lui, la source de ces émissions sonores provenait de l'aspiration des 4 machines reliées au niveau de l'atelier situé de ce côté du bâtiment. Aujourd'hui, seule 1 machine est liée à cette aspiration. De plus, une opération de maintenance a été réalisée, comprenant le graissage des roulements et le changement des courroies de la machine.</p> <p>Aucune nouvelle mesure n'a toutefois été effectuée ou prévue permettant d'attester que les émissions sonores d'Eurocast sont désormais conformes.</p> <p>Considérant cette non-conformité ainsi que l'installation des 3 nouveaux centres d'usinages d'ici 2025 au niveau de l'atelier situé du côté du point 4 où la non-conformité a été identifiée, il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle mesures acoustiques dès que les 3 centres d'usinages seront installés sans attendre le délai de 3 ans depuis le dernier rapport.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle mesures acoustiques dès que les 3 nouveaux centres d'usinages seront installés (courant 2025) sans attendre le délai de 3 ans depuis le dernier rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

### N° 3 : Bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/04/2022, article 6.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des mesures réalisées en application du présent chapitre sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration ou de mise en conformité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport des mesures acoustiques réalisés le 14/02/2023 par SPS Acoustique n'ont pas été transmis à l'Inspection avant l'annonce de l'inspection du 09/07/2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport des mesures acoustiques qui seront effectuées d'ici 2025, dès l'installation des 3 nouveaux centres d'usinage effectuées, conformément à l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/04/2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

## N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/04/2022, article 9.2.3.4		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance		
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La fréquence des prélèvements doit être justifiée sur le plan hydrogéologique notamment en fonction des conditions hydrodynamiques et des battements de nappe. Le programme de contrôle comprend au minimum une campagne en période de basses eaux et une autre en période de hautes eaux. Chaque prélèvement sera accompagné d'une mesure du niveau piézométrique.</p> <p>Les piézomètres en place à la date du présent arrêté, considérés en aval hydraulique du site (Pz4 et Pz5) doivent faire l'objet d'un nivellement afin de confirmer le sens d'écoulement des eaux souterraines.</p> <p>Si ce contrôle fait apparaître un sens d'écoulement différent de celui reconnu (sens Sud-Sud Est - Nord-Nord Ouest), une nouvelle étude permettant de déterminer la position optimale de ces piézomètres de contrôle devra être réalisée afin d'assurer la surveillance imposée par le présent article.</p> <p>Les paramètres surveillés sont basés sur les substances utilisées ou produites ou ayant pu être utilisées ou produites sur le site et comprendront au minimum les paramètres du tableau ci-dessous.</p> <p>Les piézomètres sont localisés sur le plan annexé au présent arrêté.</p>		
Points de prélèvement	Fréquence	Paramètres
<ul style="list-style-type: none"><li>– 1 piézomètre situé en amont du site industriel désigné PzA</li><li>– 2 piézomètres situés en aval du site industriel désignés PzB et PzC</li></ul>	<p>2 fois par an</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• en septembre pour la période des basses eaux</li><li>• en avril pour la période des hautes eaux</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• niveau piézométrique</li><li>• pH</li><li>• conductivité</li><li>• MES</li><li>• HCT (hydrocarbures totaux)</li><li>• indice phénols</li><li>• cyanures</li><li>• aluminium</li><li>• chrome total</li><li>• cuivre</li><li>• fer</li></ul>
Une fois par an la transmission des résultats d'autosurveillance pour les eaux souterraines est accompagnée d'une carte des courbes de niveaux (isopièzes) au droit et à l'aval du site		
<b>Constats :</b> <p>Les piézomètres Pz4 et Pz5 n'ont pas fait l'objet du nivellement permettant de confirmer le sens d'écoulement des eaux souterraines.</p> <p>Les 3 piézomètres (PzA, PzB et PzC) ont fait l'objet d'un suivi bi-annuel chaque année depuis au moins 2015. L'exploitant a indiqué que le PzA n'avait pas pu être relevé pour le premier semestre de 2024 à cause de la présence d'un nid de serpent.</p> <p>Les résultats indiquent les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Dépassement pour le Fer dissous en PzA (1,5 mg/L) en avril 2023</li><li>• Dépassement de l'indice d'hydrocarbures (C10-C40) en PzB en 2022 (1 300 mg/L le 23/03, 2 100 mg/L le 10/05 et 25 mg/L le 13/10). Aucun résultat n'est renseigné pour 2023 mais un nouveau dépassement est constaté en avril 2024 (78 mg/L).</li><li>• Dépassement de l'indice d'hydrocarbures (C10-C40) en PzC en 2022 (5 mg/L) puis des résultats conformes depuis lors.</li></ul>		

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de procéder au nivellement des piézomètres Pz4 et Pz5 afin de confirmer le sens d'écoulement des eaux souterraines et de réaliser une nouvelle étude permettant de déterminer la position optimale de ces piézomètres si le nivellement fait apparaître un sens d'écoulement à celui reconnu. L'exploitant devra ensuite transmettre les résultats des relevés des piézomètres en basses eaux pour 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Surveillance des émissions et de leurs effets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/04/2022, article 9.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan environnement annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.</li> <li>de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les paramètres/substances suivants : consommations en eau, rejets eau (débit et substances/paramètres mentionnés à l'article 4.3.9.1 du présent arrêté), rejets atmosphériques (substances/paramètres mentionnés à l'article 3.2.4 du présent arrêté), quantités de déchets générées.</li> </ul> <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées (télédéclaration via l'application GEREPE).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un bilan a été transmis chaque année depuis 2020 sur GEREPE, le dernier bilan pour l'année 2023 ayant été transmis le 29/03/2024.</p> <p>Pour l'année 2023, le bilan comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>quantité et type de déchets produits</li> <li>volume d'eau consommée</li> <li>bilan des rejets de substances dans l'eau</li> </ul> <p>Les parties concernant les rejets atmosphériques et la synthèse des émissions sont toutefois vides.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de compléter sa déclaration concernant les rejets atmosphériques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 8 : Prévention de la pollution atmosphérique****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3.2.4**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la valeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en gaz sec.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Fours de fusion Conduits 1, 2, 3	Presses de moulage Conduits 7 et 8	Grenailleuses Conduits 9 à 11
Poussières	40	20	20
SO <sub>2</sub>	30	15	/
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	110	50	/
CO	150	5	/
Brouillard d'huile mesuré en équivalent COVT	100	10	/
Cl <sub>2</sub>	3	3	/
Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) : Cd + Hg + Tl avec	0,1	0,1	/
Cd	0,05	0,05	/
Hg	0,05	0,05	/
Tl	0,05	0,05	/
As + Se+Te	1 si flux > 5 g/h	1 si flux > 5 g/h	/
Pb	1 si flux > 5 g/h	1 si flux > 5 g/h	/
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Ni+Mn+V+Zn	5 si flux > 25 g/h	5 si flux > 25 g/h	5 si flux > 25 g/h

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que des changements avaient été opérées au sein de ses installations :

- Fours de fusion : 1 seul four fonctionne simultanément actuellement lié à 1 seul conduit. Ces fours sont identifiés sous les noms : "Four Botta" et "Four Stricko 2"
- Presses de moulage : 1 seul conduit sur les 2 est en fonctionnement pour la "Presse de moulage Alu IV"
- Grenailleuses : 1 grenailleuse a été détruite en juillet 2022, seule la "Grenailleuse Turbotechnica" reste en fonctionnement.

<p>Les bilans des mesures des rejets atmosphériques présentent les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rejets du Four Botta ont été mesurés le 20/06/2023. Ils comportent 1 non-conformité aux VLE concernant la teneur en Chlore total : rejet mesuré de 13,4 mg/m3 (VLE de 3 mg/m3).</li> <li>• Les rejets du Four Striko 2 ont été mesurés le 20/06/2023. Les rejets mesurés ne comportent pas de non-conformité aux VLE des concentrations</li> <li>• Les rejets du Four Striko 1 ont été mesurés le 05/12/2023. Les rejets mesurés en décembre comportent 1 non-conformité concernant le CO teneur : rejet mesuré de 238 mg/Nm3 (VLE de 150 mg/Nm3).</li> <li>• Les rejets de la presse de moulage ont été mesurés le 06/12/2023. Ils présentent une non-conformité pour la teneur en CO : rejet mesuré de 6,4 mg/Nm3 (VLE de 5 mg/Nm3).</li> <li>• Les rejets de la grenailleuse ont été mesurés le 19/06/2023 et le 04/12/2023. Ils présentent une non-conformité pour la teneur en poussières en juin : rejet mesuré de 98,9 mg/m3 (VLE de 20 mg/m3). Toutefois cette non-conformité n'apparaît plus en décembre.</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas indiqué avoir prévu d'action corrective concernant ces non-conformités.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir une explication des causes potentielles de ces dépassements ainsi qu'un plan d'actions correctives.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 9 : Prévention de la pollution atmosphérique

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des flux de polluants rejetés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Voir tableau</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que des changements avaient été opérées au sein de ses installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fours de fusion : 1 seul four fonctionne simultanément actuellement lié à 1 seul conduit. Ces fours sont identifiés sous les noms : "Four Botta" et "Four Stricko 2"</li> <li>• Presses de moulage : 1 seul conduit sur les 2 est en fonctionnement pour la "Presse de moulage Alu IV"</li> <li>• Grenailleuses : 1 grenailleuse a été détruite en juillet 2022, seule la "Grenailleuse Turbotechnica" reste en fonctionnement.</li> </ul> <p>Les bilans des mesures des flux de polluants rejetés présentent les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rejets du Four Botta ont été mesurés le 20/06/2023. Ils comportent 2 non-conformité aux valeurs limites concernant :</li> <li>• Les rejets du Four Striko 2 ont été mesurés le 20/06/2023. Ils comportent 4 non-conformité aux valeurs limites relevés concernant : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ CO flux : rejet mesuré de 0,06 kg/h (VLE de 0,00417 kg/h)</li> <li>◦ NOx flux : rejet mesuré de 0,173 kg/h (VLE de 0,0458 kg/h)</li> <li>◦ COVt flux : rejet mesuré de 0,065 kg/h (VLE de 0,00833 kg/h)</li> <li>◦ Poussières flux : rejet mesuré de 0,037 kg/h (VLE de 0,017 kg/h)</li> </ul> </li> </ul>

- Les rejets du Four Striko 1 ont été mesurés le 05/12/2023. Ils comportent 4 non-conformité aux valeurs limites relevés concernant :
  - CO flux : rejet mesuré de 2,05 kg/h (VLE de 0,008 kg/h)
  - NOx flux : rejet mesuré de 0,308 kg/h (VLE de 0,092 kg/h)
  - COVt flux : rejet mesuré de 0,75 kg/h (VLE de 0,017 kg/h)
  - Poussières flux : rejet mesuré de 0,059 kg/h (VLE de 0,0375 kg/h)
- Les rejets de la presse de moulage ont été mesurés le 06/12/2023. Ils présentent une non-conformité pour la Poussières flux : rejet mesuré de 0,272 kg/h (VLE de 0,042 kg/h)
- Les rejets de la grenailleuse ont été mesurés le 19/06/2023 et le 05/12/2023. Ils présentent 3 non-conformités relevés en juin concernant :
  - CO flux : rejet mesuré de 0,620 kg/h (VLE de 0,3125 kg/h)
  - Mn flux : rejet mesuré de 0,003 kg/h (VLE de 0,00267 kg/h)
  - Chlore Total flux : rejet mesuré de 0,105 kg/h (VLE de 0,0188 kg/h)
  -

L'exploitant n'a pas indiqué avoir prévu d'action corrective concernant ces non-conformités.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir une explication des causes potentielles de ces dépassements ainsi qu'un plan d'actions correctives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3.2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les mesures portent sur les rejets de chacun des conduits suivants :

- Conduits 1, 2 et 3 (fours de fusion) et conduits 7 et 8 (presses de moulage)

Paramètres	Fréquence autosurveillance*	Fréquence mesures comparatives	Méthodes d'analyses
Débit	Semestrielle	Triennale	Méthodes normalisées de références fixées dans un avis publié au Journal officiel
Poussières	Semestrielle	Triennale	idem
SO2	Semestrielle	Triennale	idem
NOx en équivalent NO2	Semestrielle	Triennale	idem
CO	Semestrielle	Triennale	idem
Equivalent COVT	Semestrielle	Triennale	idem
Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :	Annuelle	Triennale	idem
Cd+Hg+Tl		Triennale	idem

Cd	Annuelle	Triennale	idem
Hg	Annuelle	Triennale	idem
Tl	Annuelle	Triennale	idem
As+Se+Te	Annuelle	Triennale	idem
Pb	Annuelle	Triennale	idem
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Ni+Mn+V+Zn	Annuelle	Triennale	idem
Cl2	Annuelle	Triennale	idem

\*Cette fréquence d'autosurveillance peut être allégée par l'exploitant pour les installations qui sont en fonctionnement moins de 6 mois par an. Pour ces installations, l'exploitant transmet en application du titre 9 du présent arrêté, les éléments permettant de justifier que les mesures ne pouvaient être réalisées. Dans le cas où l'exploitant utilise après un arrêt prolongé une installation qui n'aurait pas fait l'objet de la dernière autosurveillance semestrielle ou annuelle, ce dernier devra réaliser une campagne de surveillance des émissions dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation.

- Conduits 9 à 11 (grenailleuses)

Paramètres	Fréquence	Fréquence mesures comparatives	Méthodes d'analyses
Débit	Annuelle	Triennale	Méthodes normalisées de références fixées dans un avis publié au Journal officiel
Poussières	Annuelle	Triennale	idem
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	Annuelle	Triennale	idem

Les rejets des tours aéroréfrigérantes sont suivis comme mentionné dans le titre 8 au travers des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ou tout autre texte venant le modifier)

#### Constats :

Les rejets atmosphériques fours de fusion Botta, Striko 1 et 2 n'ont été mesurés qu'une fois au cours de l'année 2023 alors qu'ils auraient dû être surveillés semestriellement pour certains paramètres :

- En juin pour les fours Botta et Striko 2
- En décembre pour le four Striko 1.

Les rejets atmosphériques de la presse de moulage n'ont été mesurés qu'une 1 fois en 2023 (en décembre) alors qu'ils auraient dû être surveillés semestriellement pour certains paramètres. L'exploitant n'a pas fourni d'éléments permettant d'expliquer l'allègement de cette autosurveillance.

Les rejets atmosphériques de la grenailleuse ont été mesurés en juin et en décembre, ce qui est conforme à la prescription.

L'exploitant a indiqué avoir dû changer de prestataire pour la réalisation des prochaines mesures.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 2 mois les bilans des rejets atmosphériques des 3 fours de fusion et de la presse de moulage pour le 1er semestre 2024 et de respecter les fréquences de surveillance définies à l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 05/04/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evaluation des risques sanitaires et qualité de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet pour le 31 novembre 2022 une actualisation de l'évaluation des risques sanitaires (EQRS) des émissions atmosphériques de son site. Cette actualisation prendra en considération les hypothèses de fonctionnement représentatives du fonctionnement de ses installations, ainsi que les maxima atteints par les valeurs limites fixées en concentration en flux fixés par le présent arrêté. La mise à jour de l'évaluation est réalisée en application des principes de la circulaire du 09/08/13 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, et des guides en vigueur notamment le guide INERIS « DRC - 12 - 125929 - 13162B » de 2013. L'exploitant s'attachera à travers cette EQRS à proposer des concentrations et flux acceptables pour chacune des installations listées à l'article 3.2.2 du présent arrêté et pour a minima l'ensemble des paramètres listés à l'article 3.2.5 du présent arrêté. Ces éléments comportent notamment les paramètres tels que les oxydes d'azote et de soufre, les poussières, le monoxyde de carbone, le dichlore et les COVT. Il devra compléter ces substances par toute substance jugée pertinente en lien avec les activités du site. L'exploitant s'attachera par ailleurs à proposer des vitesses d'éjection minimales permettant une bonne dispersion atmosphérique des polluants émis, et proposera une fréquence d'autosurveillance adaptée aux émissions et aux enjeux. Cette étude s'attachera par ailleurs à développer un opus "étude d'impact sur la qualité de l'air" afin à terme de pouvoir réviser au besoin les valeurs limites d'émissions opposables aux installations vis-à-vis des paramètres faisant l'objet d'une contrainte réglementaire spécifique au travers de l'article R.221-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Une proposition technique et financière (GINGER BURGEAP - ref L49456/PACICE06980-1) pour la mise à jour du volet sanitaire du site avait été présentée lors de la dernière inspection du 05/10/2022. Toutefois, cette prestation n'a jamais été réalisée. Une offre (Ref. EQRS 03.2020, Ref. Offre 141-1222-ERS) avait été réalisée auprès d'EVADIES le 15/12/2022 mais cette prestation n'a également pas aboutie. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir relancé cette offre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 2 mois le bon de commande pour l'étude d'actualisation de l'évaluation des risques sanitaires (EQRS) des émissions atmosphériques de son

site Eurocast. Le rapport achevé sera transmis à l'Inspection dès sa réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 11 : AN COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets – mesure
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Les mesures de COV ont été réalisées au moins 1 fois en 2023 par le prestataire GINGER LECES (cf point de contrôle n°7 et 8). Ce laboratoire est bien agréé pour réaliser ces mesures et est accrédité COFRAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : AN COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets – programme
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b>  La norme NF EN 12619 pour la mesure des COVt est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : AN COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets - justification
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>

<p>Cf points de contrôle n°7 et 8.</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni d'éléments permettant d'expliquer les dépassements des VLE concernant les COV.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 2 mois une explication sur les causes potentielles des dépassements de VLE des COV ainsi qu'un plan d'actions correctives.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 14 : AN COV

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE – conformité aux rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. – [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.[...]</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur les résultats de mesures de rejets atmosphériques présentés, seuls les fours Striko 1 et 2 présentent des non-conformités concernant les COV.</p> <p>Le four Striko 1 est indiqué comme conforme concernant la teneur en COVt or c'est la moyenne des 3 essais réalisés qui est conforme. En effet, l'un des essais présente une teneur de 125 mg/Nm3 non-conforme à la VLE de 100 mg/Nm3.</p> <p>Le four Striko 2 présente des résultats conformes pour cette teneur.</p> <p>Pour les 2 fours, les valeurs des 3 essais ne sont pas indiqués et seule une comparaison avec la moyenne est réalisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 2 mois un document du bureau d'étude ayant réalisé les mesures permettant de justifier que seule une évaluation de la conformité des valeurs avec leur moyenne ait été réalisée au lieu d'une évaluation mesure par mesure. L'exploitant devra veiller à ce que ces mesures soient correctement réalisées lors du prochain contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>